

A L'AGONIE DE L'INDÉPENDANCE: QU'AVONS-NOUS À ATTENDRE DU CONGRÈS CONFÉDÉRAL?...

Les néo-guesdistes et politiciens s'apprêtent à célébrer la revanche du Congrès d'Amiens. Revanche éclatante, succès aussi complet qu'il leur a été permis de l'espérer. En quarante ans, le renversement de la situation aura été tel qu'on se prend à se demander s'il s'agit bien de la même classe ouvrière, du même mouvement syndical.

Il y a un demi-siècle, le parlementarisme était gravement discrédité. Une suite ininterrompue de scandales politico-financiers, l'ignoble farce du millerandisme qui avait mis à nu l'insondable corruption du socialisme politicien, la désaffection des masses pour les formations politico-démocratiques consécutive à l'impuissance et à l'incohérence des politiciens qui avait causé la ruine de la Commune; tout concordait à détourner l'élite agissante de la classe ouvrière de l'action purement politique et parlementaire. Une puissante vague révolutionnaire soulevait le prolétariat. L'aube du siècle, en même temps qu'elle assistait à une déchéance morale de la bourgeoisie qui semblait irrémédiable, apparaissait comme la promesse d'un renouveau. Tous les hommes attendaient un changement.

Les bombes et les revolvers de nos glorieux aînés ont donné le signal et on ne croit pas trop interpréter l'histoire en disant qu'après l'acte héroïque de Vaillant assénant son trop peu efficace projectile dans la mare aux grenouilles ou clabaudaient les pourris de Panama, il n'y avait plus place en France pour le socialisme parlementaire et politicien. La puissante renaissance du mouvement révolutionnaire français allait s'exprimer hors des cadres vermoulus, putréfiés et dépassés de la démocratie, d'abord avec la *Fédération des Bourses du Travail* de Pelloutier, ensuite avec l'organisation fédéraliste de la C.G.T. La *Charte d'Amiens* de 1906 a concrétisé ce renouveau de l'esprit révolutionnaire en France. Elle a signifié la rupture entre le prolétariat et faite prétendue révolutionnaire de la bourgeoisie.

Pour se pénétrer de la réalité de cette rupture, il a suffi d'observer le comportement de celui qu'un copain a récemment appelé le Basile du socialisme: Jules Guesde. Jamais homme politique n'a assisté comme Guesde en 1906 à l'effondrement de tous ses rêves de domination. Après 1906 l'homme est fini: c'est Jaurès qui mène, et Guesde ne sera plus que la pauvre loque de l'*Union sacrée* de 1914.

La bourgeoisie française a adressé au monde le message de 1789: notre classe ouvrière organisée, celui de 1906. Mais n'est-il pas troublant de constater que c'est le néo-guesdiste Jacques Duclos qui l'a dit au cours du débat sur les droits de l'Homme à la Constituante? La France est aujourd'hui bien abaissée: elle n'a plus de message ou proclamer son universalisme révolutionnaire. Mais alors, si la revanche du Congrès d'Amiens doit être totale aux prochaines assises de la C.G.T. et si les néo-guesdistes - les communistes, pour les désigner de leur nom moderne - se disposent à effacer le fait d'Amiens et à faire du mouvement syndical l'appendice docile de leur parti et l'exécuteur de sa gymnastique politico-parlementaire, n'a-t-on pas le droit de leur rétorquer que leur victoire n'aura été possible que grâce à l'abaissement du niveau moral et de l'esprit révolutionnaire des travailleurs corrélatif à la ruine du pays et au scepticisme où il menace de s'abîmer? Et aussi - mais que voila une constatation décourageante quand on connaît la monstrueuse vanité de ces messieurs! - que le marxisme est une forme de mouvement ouvrier adéquate aux petits pays et aux nations moralement et matériellement ruinées et abaissées...

Dans une fort intéressante et fort objective résolution, les camarades Lucot et Robert dressent une critique de l'action syndicale depuis la «*Libération*» et des causes de l'état présent du mouvement. Leur

programme cède encore trop, à notre gré, à la fantasmagorie politico-économique à la mode, avec ses nationalisations, son acceptation de la démocratie comme forme d'expression indiscutable et, pour tout dire, tabou. Non, camarades Lucot et Robert, le rôle du syndicalisme, s'il connaît le renouveau révolutionnaire que nous attendons tous, n'est pas de nationaliser et bureaucratiser l'économie, remplaçant un trust par un autre; il n'est pas non plus de raviver une démocratie pourrie depuis un demi-siècle et plus et justement condamnée. L'œuvre révolutionnaire du syndicalisme n'a pas été accomplie, parce que les syndicalistes n'ont pas su résister aux séductions dangereuses qui ne pouvaient que les tenter dans notre pays si riche et si bourgeois, parce qu'ils n'ont pas su REFUSER DE PARVENIR (1). Nous considérons toutefois votre programme comme une plate-forme possible et acceptable dans l'État actuel du pays et du mouvement syndical ou nous sommes encore bien loin d'un vrai renouveau révolutionnaire. Votre manière de voir nous rappelle un peu trop le réformisme de Keufer - et de Jouhaux sans doute. Il ne devrait être considéré que comme une étape sur la route de la renaissance révolutionnaire ou nous nous engageons si fermement il y a quarante ans à la suite de Pelloutier, Griffuelhes, Yvetot, Monatte. Elle doit nous conduire non aux nationalisations, mais à l'expropriation de la bourgeoisie et à la ruine de son État, par la grève générale, préparant la gestion de l'économie par les syndicats librement fédérés.

Non à la démocratie éternellement vaseuse, bavarde et cynique, mais au fédéralisme des communes.

(1) Un parvenu typique du syndicalisme, cette encombrante mouche du coche de Louis SAILLANT - celui qui s'est moqué des rotativistes en grève - traite Lucot et Robert d'inconscients (*Le Peuple* du 30 mars). Insulter est plus facile que discuter. Le «sire» ne croit pas que «l'atelier l'emportera sur le gouvernement». Mais, au fait, à quoi peut bien croire ce politicien arrivé?